A

**Loi fédérale
sur le programme de consolidation 2012–2013
(LPCO 2012–2013)**

Projet

du ...

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du 1^{er} septembre 2010¹,
arrête:*

I

Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

**1. Loi fédérale du 4 octobre 1974 instituant des mesures destinées
à améliorer les finances fédérales²**

Art. 4 Efforts d'économies

¹ Le Conseil fédéral prévoit, par rapport au plan financier du 19 août 2009, les coupes budgétaires suivantes:

	2012	2013
	en millions de francs	
1. Correction du renchérissement	442,4	448,0
2. Constructions civiles et logistique	15,0	15,0
3. Diverses mesures au sein du DFAE	7,1	10,1
4. Défense	83,0	103,0
5. Diverses mesures au sein du DDPS	3,2	3,8
6. Formation	30,8	30,8
7. Recherche	32,4	32,4
8. Prestations complémentaires AVS/AI	12,0	12,0
9. Assurance-invalidité	114,0	119,0
10. Assurance-maladie	34,0	36,0
11. Accueil extra-familial des enfants	2,4	12,5
12. Diverses mesures au sein du DFI	4,1	4,1

¹ FF 2010 6433

² RS 611.010

	2012	2013
	en millions de francs	
13. Migrations	6,4	6,4
14. Diverses mesures au sein du DFJP	2,2	2,2
15. Construction de routes nationales	–	20,0
16. Trafic régional des voyageurs	23,0	24,0
17. Transport de marchandises	15,0	15,0
18. Protection de l'environnement	15,0	15,0
19. Agriculture: amélioration des bases de production et mesures sociales, Haras national	25,7	26,7
20. Agriculture: soutien du marché et paiements directs	53,8	61,2
21. Diverses mesures au sein du DFE	0,1	10,1
22. Personnel	74,8	91,5
23. Informatique	50,5	51,9
24. Autres charges propres de l'administration fédérale	37,2	35,0

² Le Conseil fédéral peut, lors de l'élaboration du budget, s'écarter de certaines coupes budgétaires, pour autant que cela n'entraîne pas de réduction du total des économies visées.

³ Le plafond de dépenses pour l'armée s'élève à 17,593 milliards de francs pour les années 2012 à 2015.

⁴ Le Conseil fédéral peut transférer des crédits entre les catégories de dépenses touchées par les coupes budgétaires prévues à l'al. 1, ch. 4, pour autant que le plafond de dépenses prévu à l'al. 3 ne soit pas dépassé.

⁵ La compétence de l'Assemblée fédérale de fixer les crédits de charges et d'investissement dans le budget et ses suppléments est réservée.

Art. 4a

Abrogé

2. Loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs³

Art. 30, al. 2, let. a et b

² L'offre de prestations et l'indemnité sont d'abord déterminées par la demande. En outre, les éléments suivants sont notamment pris en considération:

- a. une desserte appropriée, si la demande est suffisante;
- b. les objectifs de la politique régionale;

³ RS 745.1

3. Loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication⁴

Art. 15, al. 2

² Lorsque plusieurs fournisseurs participent ensemble à l'exploitation du service de télécommunication à surveiller, le service confie la surveillance à celui d'entre eux qui est préposé à la gestion du numéro d'appel ou à celui auquel l'exécution technique de la surveillance cause la moins grande charge. Tous les fournisseurs de service concernés sont tenus de livrer les données en leur possession au fournisseur de service chargé de la surveillance.

Art. 16, al. 1 à 3

¹ Les coûts des équipements nécessaires à la mise en œuvre de la surveillance et les coûts de la surveillance proprement dite sont à la charge des fournisseurs de services postaux et de télécommunication.

² Si une surveillance engendre des coûts exagérément élevés pour un fournisseur de services de télécommunication sans qu'il y ait faute de sa part, le service verse une indemnité équitable à ce dernier.

³ Le Conseil fédéral fixe les émoluments pour les prestations du service.

4. Loi fédérale du 30 avril 1997 sur la poste⁵

Art. 15, al. 2 à 6

Abrogés

5. Loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision⁶

Art. 28, al. 1

¹ Le Conseil fédéral et la SSR définissent périodiquement l'étendue de la collaboration avec les diffuseurs internationaux de programmes de télévision, ainsi que les coûts correspondants.

⁴ RS 780.1

⁵ RS 783.0

⁶ RS 784.40

6. Loi du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement⁷

Art. 49, al. 3

Abrogé

7. Loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services⁸

Art. 25, al. 1 et 2

¹ *Abrogé*

² L'Office fédéral des migrations (ODM)⁹ coordonne et encourage les efforts des offices du travail tendant au placement des émigrés suisses rentrant au pays.

8. Loi fédérale du 25 juin 1976 sur l'octroi de cautionnements et de contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne et le milieu rural en général¹⁰

Art. 6 Cautionnements

¹ Aucun nouveau cautionnement ne sera octroyé après l'entrée en vigueur de la modification du ...¹¹.

² Les pertes éventuelles découlant de cautionnements en cours sont supportées à raison de 10 %, mais jusqu'à concurrence de 50 000 francs au plus, par la Coopérative suisse de cautionnement, le reste étant à la charge de la Confédération.

Art. 7

Aucune nouvelle contribution au service de l'intérêt ne sera octroyée après l'entrée en vigueur de la modification du ...¹².

Art. 9

Abrogé

⁷ RS 814.01

⁸ RS 823.11

⁹ La désignation de l'unité administrative a été modifiée en vertu de l'art. 16, al. 3, de l'ordonnance du 17 novembre 2004 sur les publications officielles (RS 170.512.1). Cette modification a été faite dans tout le texte.

¹⁰ RS 901.2

¹¹ Loi fédérale du ... sur le programme de consolidation 2012–2013, RO ...

¹² Loi fédérale du ... sur le programme de consolidation 2012–2013, RO ...

Art. 10, al. 1 et 2

Abrogés

Art. 12a Abrogation de la présente loi

Le Conseil fédéral peut abroger la présente loi à l'expiration des derniers cautionnements octroyés avant l'entrée en vigueur de la modification du ...¹³.

II

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le chiffre I/5 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2012.

³ Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur des autres actes.

¹³ Loi fédérale du ... sur le programme de consolidation 2012–2013, RO ...